

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/10211]

**12 DECEMBRE 2018. — Décret-programme portant diverses mesures relatives à l'organisation du Budget et de la comptabilité, aux Fonds budgétaires, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, à l'Enfance, à l'Enseignement obligatoire et de promotion sociales, aux Bâtiments scolaires, au financement des Infrastructures destinées à accueillir la Cité des métiers de Charleroi, à la mise en œuvre de la réforme de la formation initiale des enseignants**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

**TITRE PREMIER. — Dispositions relatives à l'organisation du budget et de la comptabilité des services du Gouvernement de la Communauté française**

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du Gouvernement de la Communauté française, les mots « visées à l'article 4, alinéa 2 » sont remplacés par les mots « visées à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 ».

**Art. 2.** A l'article 7, alinéa premier, 2<sup>o</sup>, du même décret, les mots « visés à l'article 4, alinéa 2 » sont remplacés par les mots « visés à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 ».

**TITRE II. — Dispositions relatives aux fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française**

**Art. 3.** Un point 73 pour la création d'un Fonds budgétaire pour le renforcement et la valorisation de l'enseignement en alternance est ajouté au tableau de l'annexe du décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française selon le tableau repris à l'annexe 1<sup>re</sup> du présent décret.

**Art. 4.** Le point 65 relatif au Fonds pour la transition numérique de l'annexe du décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française est remplacé selon l'annexe 1<sup>re</sup> du présent décret.

**TITRE III. — Dispositions relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche**

**CHAPITRE PREMIER. — Modification de la Loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires**

**Art. 5.** Dans la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, l'article 36bis est remplacé par ce qui suit :

« Article 36bis.- Il est accordé annuellement, à chaque institution visée à l'article 25, une allocation complémentaire égale à la différence entre,

- d'une part, le montant théorique des droits d'inscription complets indexés, calculés en vertu de l'article 39, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'article 39, § 2, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, de l'article 39, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'article 39, § 4, de l'article 39, § 5, alinéa 1<sup>er</sup>, et de l'article 39, § 6,

- d'autre part, le montant réellement perçu de ces droits après applications des réductions en faveur des étudiants bénéficiant d'une allocation d'études ou de condition modeste et des dérogations à leurs indexations, résultant de l'article 39.

Seuls sont pris en compte les droits d'inscription des étudiants finançables au sens de l'article 2, paragraphe 1<sup>er</sup>, et des articles 3 à 6 du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études.

A titre provisionnel, un tiers des allocations complémentaires prévues à l'alinéa précédent est liquidé le 31 décembre au plus tard à chaque institution visée à l'article 25, sur base des inscriptions des étudiants réguliers finançables arrêtées au 1<sup>er</sup> décembre. Le solde est liquidé le 1<sup>er</sup> juillet sur base des inscriptions des étudiants réguliers finançables définitives.

**Art. 6. § 1<sup>er</sup>.** Dans la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, tel que modifié par le décret du 11 juillet 2018, il est inséré un article 36 bis/1 rédigé comme suit :

« Article 36bis/1. Pour l'année budgétaire 2018, un montant de 1,2 million euros est alloué à la promotion de l'accès aux études pour l'activation d'habilitations existantes, non-reprises dans les listes des cursus organisés transmises à l'ARES en vertu de l'article 121 du Décret Paysage pour les années 2015 à 2017, permettant l'organisation à partir de l'année académique 2018-2019 d'un enseignement universitaire de premier cycle, et localisées dans un arrondissement où le déficit en étudiants universitaires de première génération, compte tenu du taux d'accès à l'enseignement supérieur et de la densité de population de l'arrondissement, est inférieur à la moyenne pour l'ensemble des arrondissement sur les dix dernières années.

Ce montant est fixé à au moins 2,4 millions euros pour l'année 2019 et à au moins 3,6 millions euros pour l'année 2020. À partir de l'année 2021, le montant prévu pour l'année 2020 est ajouté, après indexation, à concurrence de 30 % au montant prévu à l'article 29, § 1<sup>er</sup>, et à concurrence de 70 % au montant prévu à l'article 29, § 2.

Dans la limite des montants prévus aux alinéas précédents, le financement alloué par habilitation activée est fixé à 400.000 euros par bloc d'étude de 60 crédits, pour les années académiques 2018-2019 à 2020-2021.

Le Gouvernement arrête la liste des habilitations qui bénéficient du subventionnement visé aux alinéas précédents en sélectionnant, parmi les habilitations visées au premier alinéa, celles organisées dans le ou les arrondissement où les déficits d'étudiants universitaires de première génération, sur base des critères définis au 1<sup>er</sup> alinéa, sont les plus importants.

§ 2. Pour le 31 décembre 2021 au plus tard, un rapport d'évaluation de l'organisation des habilitations subventionnées, notamment au regard de l'objectif de promotion de l'accès à l'enseignement supérieur universitaire, sera transmis au Gouvernement par les universités concernées.

§ 3. Pour l'année budgétaire 2019, un montant de 400.000 euros est alloué à la promotion de l'accès aux études pour l'activation d'habilitations permettant l'organisation à partir de l'année académique 2019-2020 d'un enseignement universitaire de premier cycle, et localisées dans un arrondissement où le déficit en étudiants universitaires de première génération, compte tenu du taux d'accès à l'enseignement supérieur et de la densité de population de l'arrondissement, est inférieur à la moyenne pour l'ensemble des arrondissements sur les dix dernières années.

Ce montant est fixé à au moins 800.000 euros en 2020 et à au moins 1,2 million à partir de 2021. À partir de l'année 2022, le montant prévu pour l'année 2021 est ajouté, après indexation, à concurrence de 30% au montant prévu à l'article 29, § 1<sup>er</sup>, et à concurrence de 70% au montant prévus à l'article 29, § 2.

Dans la limite des montants prévus aux alinéas précédents, le financement alloué par habilitation est fixé à 400.000 euros par bloc d'étude de 60 crédits, pour les années académiques 2019-2020 à 2021-2022.

Le Gouvernement arrête la liste des habilitations qui bénéficient du subventionnement visé aux alinéas précédents en sélectionnant, parmi les habilitations visées au premier alinéa, celles organisées dans le ou les arrondissements où les déficits d'étudiants universitaires de première génération, sur base des critères définis au 1<sup>er</sup> alinéa, sont les plus importants.

§ 4. Pour le 31 décembre 2022 au plus tard, un rapport d'évaluation de l'organisation des habilitations subventionnées, notamment au regard de l'objectif de promotion de l'accès à l'enseignement supérieur universitaire, sera transmis au Gouvernement par les universités concernées.

§ 5. Les étudiants inscrits dans les programmes d'études subventionnés en application du présent article ne sont pas pris en compte dans le calcul des moyennes quadriennales visées à l'article 29, § 5, au cours de la période de subventionnement. ».

*CHAPITRE II. — Modification de l'arrêté royal n° 542 du 31 mars 1987 relatif à l'organisation, le fonctionnement et la gestion des hôpitaux universitaires de l'Etat à Gand et à Liège*

**Art. 7.** A l'article 3 de l'arrêté royal n° 542 du 31 mars 1987 relatif à l'organisation, le fonctionnement et la gestion des hôpitaux universitaires de l'Etat à Gand et à Liège, il est ajouté un 3<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 3<sup>o</sup> de maisons de repos et de soins, de maisons de repos, de crèches et d'établissements d'hébergement et d'accueil ».

*CHAPITRE III. — Modification du décret du 17 juillet 2013 relatif au financement de la Recherche par le Fonds national de la Recherche scientifique*

**Art. 8.** À l'article 1<sup>er</sup> du décret du 17 juillet 2013 relatif au financement de la Recherche par le Fonds national de la Recherche scientifique, un dernier alinéa est inséré et rédigé comme suit : « À partir de l'année 2019, un montant additionnel de 6.000.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas précédents. À partir de l'année 2020, ce montant est indexé conformément au mécanisme prévu à l'alinéa 5. ».

**Art. 9.** A l'article 18/9 du même décret, les mots "porteurs de projets" sont remplacés par les mots "auteurs de projets".

*CHAPITRE IV. — Modification du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études*

**Art. 10.** Dans le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, le quatrième alinéa de l'article 106 est supprimé.

*CHAPITRE V. — Modification du décret du 30 janvier 2014 relatif au financement de la recherche dans les universités*

**Art. 11.** À l'article 7 du décret du 30 janvier 2014 relatif au financement de la recherche dans les universités, les mots « 31 décembre 2018 » sont remplacés par les mots « 31 décembre 2019 ».

**TITRE IV. — Dispositions relatives à l'Enfance**

*CHAPITRE PREMIER. — Dispositions modifiant le décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française*

**Art. 12.** A l'article 18 du décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française, les mots « 31 décembre 2018 » sont remplacés par les mots « 31 décembre 2019 ».

**Art. 13.** A l'article 19 du même décret, les mots « jusqu'au 31 décembre 2018 » sont remplacés par les mots « jusqu'au 31 décembre 2019 ».

**TITRE V. — Dispositions relatives à l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale**

*CHAPITRE PREMIER. — Modification de l'arrêté royal du 15 avril 1977 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif des établissements d'enseignement secondaire*

**Art. 14.** Dans l'arrêté royal du 15 avril 1977 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif des établissements d'enseignement secondaire, à l'article 3, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 9<sup>o</sup>, les mots "ou 1 éducateur" sont ajoutés après les mots "1 rédacteur";

2<sup>o</sup> au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 10<sup>o</sup>, les mots "ou 1 rédacteur" sont ajoutés après les mots "1 éducateur";

3<sup>o</sup> au § 1<sup>er</sup>, les alinéas suivants sont ajoutés après l'alinéa 1<sup>er</sup> :

« Au sein de la tranche de 540 à 682 élèves, un demi-emploi d'éducateur peut être créé ou subventionné dès que la norme de 611 élèves est atteinte. Ce demi-emploi se transforme en emploi dès que la norme de 682 élèves est atteinte.

Au sein de la tranche de 682 à 836 élèves, un demi-emploi de rédacteur ou d'éducateur peut être créé ou subventionné dès que la norme de 759 élèves est atteinte. Ce demi-emploi se transforme en emploi dès que la norme de 836 élèves est atteinte.

Le choix de recourir à un éducateur à 836 élèves implique qu'à 1012 élèves, un rédacteur est recruté, et vice versa. » ;

4<sup>o</sup> au § 2, alinéa 2, 9<sup>o</sup>, les mots "ou 1 éducateur" sont ajoutés après les mots "1 rédacteur";

5<sup>o</sup> au § 2, alinéa 2, 10<sup>o</sup>, les mots "ou 1 rédacteur" sont ajoutés après les mots "1 éducateur";

6° au § 2, les alinéas suivants sont ajoutés après l'alinéa 3 :

“Au sein de la tranche de 540 à 682 élèves, un demi-emploi d'éducateur peut être créé ou subventionné dès que la norme de 611 élèves est atteinte. Ce demi-emploi se transforme en emploi dès que la norme de 682 élèves est atteinte.

Au sein de la tranche de 682 à 836 élèves, un demi-emploi de rédacteur ou d'éducateur peut être créé ou subventionné dès que la norme de 759 élèves est atteinte. Ce demi-emploi se transforme en emploi dès que la norme de 836 élèves est atteinte.

Le choix de recourir à un éducateur à 836 élèves implique qu'à 1012 élèves, un rédacteur est recruté, et vice versa.”.

CHAPITRE II. — *Modification du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française*

**Art. 15.** À l'article 5 du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, est complété par un 16° rédigé comme suit : « 16° en 2019, le transfert de moyens prévus à l'article de base 01.02.35 de la DO 11, à concurrence de 13.713.000 d'euros, destinés à la prise en charge de prestations d'entretien et de maintenance quotidienne dans les établissements, internats et centres psycho-medico-sociaux de la Communauté française » ;

2° au paragraphe 4, 1°, a), les mots « du propriétaire » sont supprimés ;

3° le paragraphe 4 est complété par un 4° rédigé comme suit : « 4° lorsque la situation financière des établissements, internats et centres psycho-medico-sociaux de la Communauté française les empêche de pouvoir assurer seuls les missions visées au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 16°, une intervention financière en leur faveur à concurrence de l'enveloppe visée au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 16°. ».

CHAPITRE III. — *Modification du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice*

**Art. 16.** Dans le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, il est ajouté un article 16sexties, rédigé comme suit :

« Article 16sexties. Deux périodes-professeurs sont attribuées aux établissements qui accueillent, au 1<sup>er</sup> octobre, entre dix et vingt élèves disposant d'un des statuts accordés par le Ministre ayant le sport dans ses attributions, et qui remplacent des périodes de cours par des périodes d'entraînement sportif visées à l'article 1<sup>er</sup>, § 3, 2°, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire.

Deux périodes-professeurs supplémentaires sont en outre octroyées par tranche entamée de 20 élèves sous statut, dans le respect de la condition prévue à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Ces périodes sont destinées à l'encadrement des élèves sous statut par un membre du personnel référent. ».

**Art. 17.** Dans le même décret, à l'article 20, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « ,16sexties » est inséré entre le mot « 16bis » et le mot « 21 ».

CHAPITRE IV. — *Modification de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement*

**Art. 18.** Dans la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, à l'article 3, il est ajouté un § 3quater, rédigé comme suit :

« § 3quater. Complémentairement aux dotations visées au § 3, à l'occasion de l'ouverture d'un établissement d'enseignement spécialisé, d'un établissement d'enseignement secondaire ordinaire ou d'un établissement ou implantation d'enseignement maternel, primaire ou fondamental ordinaire, une prime unique est octroyée à l'établissement/l'implantation concerné(e) pour la prise en charge de ses frais de fonctionnement.

L'octroi de cette prime, pour l'enseignement ordinaire, est conditionné au fait que l'établissement concerné soit situé dans une zone en tension démographique au sens de l'article 6, § 2, alinéa 2, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice et de l'article 2bis, alinéa 2, du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement.

Cette prime peut être sollicitée auprès des Services du Gouvernement dès que le Gouvernement s'est prononcé sur la création de l'école et, au plus tard, avant le 1<sup>er</sup> octobre de l'année d'ouverture.

Le montant de cette prime est fixé sur la base du nombre de places que l'établissement déclare ouvrir à la première rentrée scolaire, multiplié par la dotation forfaitaire par élève. Le Gouvernement fixe le modèle par lequel l'établissement introduit cette déclaration.

Les Services du Gouvernement sont habilités à vérifier la pertinence du nombre de places déclarées eu égard aux capacités réelles de l'infrastructure prévue. En cas de discordance, le Gouvernement peut adapter le montant de la prime aux capacités réelles. ».

**Art. 19.** Dans la même loi, à l'article 27, il est inséré un nouvel alinéa entre les alinéas 1 et 2 :

« La subvention-traitement du personnel directeur d'une école admise aux subventions l'année scolaire suivante peut être octroyée dès le 1<sup>er</sup> janvier précédent, dans l'enseignement secondaire ordinaire, et dès le 1<sup>er</sup> avril précédent, dans l'enseignement maternel, primaire ou fondamental ordinaire, et dans l'enseignement spécialisé. Dès cette date, le membre du personnel directeur est considéré comme étant en activité de service. Néanmoins, les mois précédant la première rentrée scolaire ne sont pas pris en considération pour la durée du stage du directeur. ».

**Art. 20.** Dans la même loi, à l'article 32, il est ajouté un § 7, rédigé comme suit :

« § 7. Complémentairement aux subventions de fonctionnement visées au § 1<sup>er</sup>, à l'occasion de l'ouverture d'un établissement d'enseignement spécialisé, d'un établissement d'enseignement secondaire ordinaire ou d'un établissement ou implantation d'enseignement maternel, primaire ou fondamental ordinaire, une prime unique est octroyée à l'établissement/l'implantation concerné(e) pour la prise en charge de ses frais de fonctionnement.

L'octroi de cette prime, pour l'enseignement ordinaire, est conditionné au fait que l'établissement concerné soit situé dans une zone en tension démographique au sens de l'article 6, § 2, alinéa 2, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice et de l'article 2bis, alinéa 2, du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement.

Cette prime peut être sollicitée auprès des Services du Gouvernement dès que le Gouvernement s'est prononcé sur l'admission aux subventions de l'école, et au plus tard avant le 1<sup>er</sup> octobre de l'année d'ouverture.

Le montant de cette prime est fixé sur la base du nombre de places que le pouvoir organisateur déclare ouvrir à la première rentrée scolaire, multiplié par la subvention de fonctionnement forfaitaire par élève. Le Gouvernement fixe le modèle par lequel le Pouvoir organisateur introduit cette déclaration.

Les Services du Gouvernement sont habilités à vérifier la pertinence du nombre de places déclarées eu égard aux capacités réelles de l'infrastructure prévue. En cas de discordance, le Gouvernement peut adapter le montant de la prime aux capacités réelles. ».

CHAPITRE V. — *Modification de l'arrêté royal du 22 mars 1969 royal fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

**Art. 21.** Dans l'arrêté royal du 22 mars 1969 royal fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, à l'article 160, les modifications suivantes sont apportées :

1° un nouvel alinéa est inséré entre les alinéas 1 et 2, rédigé comme suit :

« Le traitement du personnel directeur d'une école dont le Gouvernement a autorisé l'ouverture l'année scolaire suivante est octroyé dès le 1<sup>er</sup> janvier précédent, dans l'enseignement secondaire ordinaire, et dès le 1<sup>er</sup> avril précédent, dans l'enseignement maternel, primaire ou fondamental ordinaire, et dans l'enseignement spécialisé. Dès cette date, le membre du personnel directeur est considéré comme étant en activité de service. Néanmoins, les mois précédant la première rentrée scolaire ne sont pas pris en considération pour la durée du stage du directeur. » ;

2° à l'alinéa 2, qui devient l'alinéa 3, le mot « Il » est remplacé par les mots « Le membre du personnel en activité de service ».

CHAPITRE VI. — *Dispositions permettant l'engagement de conseillers en prévention dans les établissements scolaires*

*Section 1<sup>re</sup>. — Champ d'application et mécanisme*

**Art. 22.** Le présent chapitre s'applique à l'enseignement maternel, primaire et secondaire, ordinaire et spécialisé, aux centres psycho-médicaux-sociaux et à l'enseignement de promotion sociale, organisés ou subventionnés par la Communauté française.

**Art. 23.** Sans préjudice de la possibilité de confier l'exercice de la mission de conseiller en prévention au moyen de périodes-professeurs ou de capital-périodes, le présent chapitre vise à octroyer des moyens financiers aux pouvoirs organisateurs, dans l'enseignement subventionné, aux zones d'enseignement, dans l'enseignement organisé, pour le financement de conseillers en prévention.

Pour être valablement recruté, le candidat doit respecter le cadre de l'exercice de la fonction de conseiller en prévention, tel que prévu par le Code du bien-être au Travail du 28 avril 2017.

Si l'exercice de la mission de conseiller en prévention est pourvue au moyen de périodes-professeurs ou de capital-périodes, le pouvoir organisateur ou le chef d'établissement est autorisé à utiliser le montant octroyé pour des travaux ou réaménagements permettant d'assurer la sécurité, la salubrité et l'hygiène des bâtiments scolaires ou pour le financement d'un délégué à la protection des données dans le cadre du Règlement général pour la protection des données adopté par le Parlement européen le 27 avril 2016.

Ce montant est liquidé en deux tranches, en même temps que la liquidation de l'avance et du solde des dotations ou des subventions de fonctionnement.

Le Gouvernement peut autoriser le pouvoir organisateur qui le souhaite, à convertir les moyens complémentaires visés à l'article 23 en capital-périodes ou périodes-professeurs. Ces périodes doivent être utilisées exclusivement pour la fonction de conseiller en prévention ou pour celle de délégué à la protection des données. Le Gouvernement fixera les modalités pratiques de cette opération. »

**Art. 24.** Le Gouvernement octroie un financement à chaque zone pour l'enseignement organisé par la Communauté française, et à chaque pouvoir organisateur, pour l'enseignement subventionné, destiné à l'exercice du mandat de Conseiller en prévention, selon les modalités suivantes :

1° dans l'enseignement maternel, primaire ou fondamental ordinaire, 2.148 euros par tranche entamée de 350 élèves calculée sur la base du nombre d'élèves régulièrement inscrits au 15 janvier de l'année scolaire précédente dans l'ensemble des écoles d'une même zone ou d'un même pouvoir organisateur ;

2° dans l'enseignement spécialisé, 2.148 euros par établissement ;

3° dans l'enseignement secondaire ordinaire :

a) 2.148 euros par tranche entamée de 400 élèves inscrits dans l'ensemble des années ou groupes d'années visés à l'article 7, alinéa 5, 1°, 2°, 3°, 4°, 7°, 10°, 11°, 12° et 15°, et à l'article 13, alinéa 2, 1°, 4° et 6°, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice ;

b) 2.148 euros par tranche entamée de 300 élèves inscrits dans l'ensemble des années ou groupes d'années visés à l'article 7, alinéa 5, 5°, 6°, 8°, 9°, 13°, 14°, 16°, 17° et 19°, et à l'article 13, alinéa 2, 2°, 3° et 5°, du décret du 29 juillet 1992 précité ;

c) 2.148 euros supplémentaires par tranche entamée de 300 élèves inscrits dans l'ensemble des années ou groupe d'années visés au point b) pour lesquels est appliqué le coefficient prévu à l'article 21quinquies, § 2, du décret du 29 juillet 1992 précité, avant de procéder à l'addition de ceux-ci ;

4° dans l'enseignement de promotion sociale :

a) 2.982,40 euros par tranche entamée de 150.000 périodes-élèves pour un établissement organisé en une implantation;

- b) 2.982,40 euros par tranche entamée de 147.000 périodes-élèves pour un établissement organisé en deux implantations;
- c) 2.982,40 euros par tranche entamée de 144.000 périodes-élèves pour un établissement organisé en trois implantations;
- d) 2.982,40 euros par tranche entamée de 140.000 périodes-élèves pour un établissement organisé en quatre implantations ou plus ;

5° pour les centres psycho-médicaux-sociaux, 2.148 euros par centre organisé ou subventionné par la Communauté française.

Les montants précités sont indexés annuellement en les multipliant par l'estimation la plus récente du coût moyen d'un enseignant nommé disposant d'une ancienneté de dix années divisé par le coût moyen pour l'année précédente d'un enseignant nommé disposant d'une ancienneté de dix années.

**Art. 25.** Les montants visés à l'article 23, générés au sein d'une zone ou d'un pouvoir organisateur, peuvent être globalisés dans le cadre de l'engagement d'un membre du personnel de l'un de ces niveaux d'enseignement ou d'un centre PMS au sein d'un des pouvoirs organisateurs concernés par la mutualisation des moyens, pour l'exercice de la fonction de conseiller en prévention.

Dans ce cas de figure, les parties établissent une convention concrétisant la mise en commun des moyens financiers, et la coordination des tâches dévolues à la personne désignée pour remplir les missions de conseiller en prévention est effectuée par l'un des chefs d'établissement, ou l'un des pouvoirs organisateurs.

La mutualisation et la coordination visées aux alinéas 1 et 2 peuvent être organisées au niveau d'un centre de gestion visé par le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs ou dans le cadre d'un groupement d'employeur agréé tel que prévu dans la loi du 12 août 2000 telle que modifiée par la loi du 25 avril 2014.

**Art. 26.** Les modalités d'utilisation des moyens financiers visés à l'article 23, en ce compris la désignation des conseillers en prévention, sont fixées conformément aux dispositions reprises aux titres I, II et III du Livre II du Code du Bien-être au Travail du 28 avril 2017.

#### Section II. — Dispositions abrogatoires

**Art. 27.** Dans le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, l'article 31ter est abrogé.

**Art. 28.** Dans le même décret, à l'article 33, § 4, les mots « les périodes générées conformément à l'article 31ter, » sont supprimés.

**Art. 29.** Dans le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, les articles 39bis et 91bis sont abrogés.

**Art. 30.** Dans le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, l'article 16bis est abrogé.

**Art. 31.** Dans le même décret, les modifications suivantes sont apportées à l'article 20, § 4 :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « 16bis » est supprimé ;

2° l'alinéa 3 est supprimé.

**Art. 32.** Dans le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, l'article 91bis est abrogé.

**Art. 33.** Dans la loi du 1<sup>er</sup> avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux, l'article 4bis est abrogé.

**Art. 34.** Le décret du 26 mars 2009 octroyant des moyens complémentaires aux établissements scolaires pour le Conseiller en prévention est abrogé.

### TITRE VI. — Dispositions relatives aux bâtiments scolaires

#### CHAPITRE PREMIER. — Dispositions modifiant le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française

**Art. 35.** A l'article 5 du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 du paragraphe 2 est déplacé sans modification au paragraphe 2, 12°, et devient son alinéa 2 ;

2° dans le paragraphe 2, 14°, les termes « du nouveau marché » sont remplacés par les termes « de marchés » ;

3° il est inséré dans le paragraphe 2, 14°, les termes « et de projets d'économie d'énergie » entre les termes « d'achat groupé d'énergie » et les termes « telle que visée à l'article 3, § 3 bis, alinéa 4 » ;

4° sont insérés au paragraphe 2, un 17°, 18° et 19°, rédigés comme suit :

« 17° le transfert des moyens issus de prélèvements dans les réserves de trésorerie des établissements scolaires en application des dispositions de l'article 3, § 3, alinéa 2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, telles que remplacées par l'article 26 du décret programme du 20 décembre 2017 ;

18° en 2018, un montant de 4.500.000 € de l'AB 61.01.32 (dotation aux services à gestion séparée – Fonds des bâtiments scolaires de la Fédération Wallonie Bruxelles – projet sportif Scheut) de la DO 15 à destination du projet conjoint sport/scolaire de construction, à Anderlecht, rue Léopold de Swaef, d'infrastructures sportives qui seront gérées par l'Administration de l'Education Physique et des Sports ;

19° en 2020, le Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement de la Communauté française est alimenté à hauteur de 5.000.000 euros afin de subventionner la S.A. Conservatoire royal de Bruxelles pour les travaux de restauration du Conservatoire Royal de Bruxelles. » ;

5° dans le paragraphe 4, 1°, g), les termes « le marché » sont remplacés par les termes « les marchés » ;

6° il est inséré dans le paragraphe 4, 1°, g), les termes « et les projets d'économie d'énergie » après les termes « d'achat groupé d'énergie » ;

7° dans le paragraphe 4, 1°, i), le chiffre « 6 » est remplacé par le chiffre « 7,4 » ;

8° sont insérés au paragraphe 4, 1°, un j), k) et l), rédigés comme suit :

« j) assurer le paiement des factures inhérentes aux travaux d'investissements financés au départ des réserves de trésorerie des établissements scolaires telles que visées au § 2, 17° ;

k) assurer le paiement des factures produites dans le cadre du projet conjoint d'investissement sport/scolaire visé à l'article 5, § 2, 18° ;

l) assurer en 2018, le versement par le Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement de la Communauté française d'un montant de 5.000.000 euros à la S.A. Conservatoire Royal de Bruxelles pour les travaux de restauration du Conservatoire de Bruxelles. ».

**Art. 36.** A l'article 7, paragraphe 2, du même décret, il est inséré un 8° et 9°, rédigés comme suit :

« 8° en 2018, le transfert du reliquat de 860.589 € de la dotation exceptionnelle 2016, visée au point 6° du même paragraphe, vers la dotation exceptionnelle 2017 ;

9° en 2018, le transfert du reliquat de 1.967.708 € de la dotation exceptionnelle Phase 3, visée au point 4° du même paragraphe, vers la dotation exceptionnelle 2017. ».

**Art. 37.** Dans l'article 7, § 4, 1°, du même décret, entre les mots « l'achat et la construction » et les mots « les travaux » sont insérés les mots « le paiement du canon emphytéotique unique, ».

**Art. 38.** A l'article 9, paragraphe 2, du même décret, il est inséré un 7° et 8°, rédigés comme suit :

« 7° en 2018, le transfert du reliquat de 989.795 € de la dotation exceptionnelle 2016, visée au point 5° du même paragraphe, vers la dotation exceptionnelle 2017 ;

8° en 2018, le transfert du reliquat de 1.752.028 € de la dotation exceptionnelle phase 3, visée au point 4° du même paragraphe, vers la dotation exceptionnelle 2017. ».

**Art. 39.** Dans l'article 9, § 4, 1°, les mots « financement de l'achat, de la construction, des travaux d'aménagement, de modernisation et d'agrandissement, ainsi que le premier équipement de bâtiments destinés aux établissements scolaires, centres psycho-médico-sociaux ou internats subventionnés; » sont remplacés par ce qui suit:

"a) de l'achat (en ce compris le paiement de canon emphytéotique unique), de la construction, des travaux d'aménagement, de modernisation et d'agrandissement, ainsi que le premier équipement de bâtiments ;

b) de l'achat (en ce compris le paiement de canon emphytéotique unique) de terrains, destinés aux établissements scolaires, centres psycho-médico-sociaux ou internats subventionnés."

**Art. 40.** L'article 9, § 6, est supprimé.

**Art. 41.** A l'article 13 bis, paragraphe 2, du même décret, il est inséré un 4° et 5°, rédigés comme suit :

« 4° en 2018, le transfert de 2.570.624 € de l'AB 01.08.01 destiné à la création de places dans les bâtiments scolaires de l'enseignement obligatoire est affecté aux enveloppes réseaux en fonction des répartitions suivantes :

- 988.019 € pour le réseau libre subventionné ;

- 1.019.895 € pour le réseau officiel subventionné ;

- 562.710 € pour le réseau de la Fédération Wallonie-Bruxelles,

5° en 2018, le transfert du reliquat phase 3 du plan d'urgence à hauteur de 213.733 € provenant de l'enveloppe du réseau libre subventionné au montant de 128.902 € et 84.831 € de l'enveloppe du réseau officiel subventionné. ».

#### **TITRE VII. — Dispositions relatives au financement des infrastructures destinées à accueillir la Cité des métiers de Charleroi**

**Art. 42.** Le Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement de la Communauté française est alimenté à hauteur de 2.432.450 euros, dont :

1° 1.776.000 euros sont portés à charge du budget des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 2014 ;

2° 656.450 euros sont portés à charge du Fonds de garantie.

Le montant visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, sert à prendre en charge, à concurrence de 1.776.000 euros maximum, les honoraires des études architecturales du marché conjoint interréseaux ayant pour objet la conception et la réalisation de travaux de transformation des infrastructures destinées à accueillir la Cité des Métiers de Charleroi.

Le montant visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, sert à prendre en charge, à concurrence de maximum 656.450 euros, une partie des coûts à charge des Parties dans le cadre du marché conjoint interréseaux ayant pour objet la conception et la réalisation de travaux de transformation des infrastructures destinées à accueillir la Cité des Métiers de Charleroi.

**Art. 43.** Le Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné est alimenté pour l'année budgétaire 2020 à hauteur de 13.111.800 euros, dont :

1° 9.574.000 euros sont portés à charge du budget des dépenses de la Communauté française;

2° 3.537.800 euros sont portés à charge du Fonds de garantie.

Les montants visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> servent à accorder des subventions à la Province de Hainaut, à concurrence de maximum 13.111.800 euros, destinées à couvrir une partie des coûts à charge des Parties dans le cadre du marché conjoint interréseaux ayant pour objet la conception et la réalisation de travaux de transformation des infrastructures destinées à accueillir la Cité des Métiers de Charleroi.

**Art. 44.** § 1<sup>er</sup>. Le Fonds de garantie des bâtiments scolaires est alimenté à hauteur de 14.360.000 euros à charge du budget des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 2020.

§ 2. Le Gouvernement est autorisé à accorder, à charge du Fonds de garantie :

1° des subventions à la Province du Hainaut, pour un montant de maximum 8.739.900 euros ;

2° des subventions à l'asbl Collège technique des Aumôniers du Travail de Charleroi, pour un montant de maximum 10.925.850 euros.

Les subventions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont destinées à couvrir une partie des coûts à charge des Parties dans le cadre du marché conjoint interréseaux ayant pour objet la conception et la réalisation de travaux de transformation des infrastructures destinées à accueillir la Cité des Métiers de Charleroi.

**Art. 45.** Les dispositions du décret du 5 février 1990 ne sont pas applicables aux interventions prévues par le présent chapitre.

Les modalités d'octroi et de justification des subventions visées aux articles 42 à 44 seront précisées dans la convention de marché conjoint et les décisions accordant lesdites subventions.

Les transferts de budget visés aux articles 42, sous 2°, et 43, sous 2°, ainsi que les subventions visées à l'article 44, § 2, ne nécessitent pas l'accord du conseil de gestion du Fonds de garantie.

**Art. 46.** Dans l'article 5 du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, le point 5°, inséré par le décret du 17 décembre 2014, est abrogé ;

2° au paragraphe 4, le point 3° de l'alinéa 1<sup>er</sup>, ainsi que l'alinéa 2, insérés par le décret du 17 décembre 2014, sont abrogés.

#### **TITRE VIII. — Dispositions relatives à la mise en œuvre de la réforme de la formation initiale des enseignants**

**Art. 47.** § 1<sup>er</sup>. Pour les années 2019 et 2020, des « conseiller(s) pour la mise en œuvre de la réforme de la formation initiale » sont désignés au sein des établissements d'enseignement supérieur qui organisent la formation initiale des enseignants. La charge d'un conseiller est divisible en mi-temps.

§ 2. Ces conseillers ont pour mission d'assister les établissements dans la mise en œuvre de la réforme de la formation initiale des enseignants.

§ 3. Chaque conseiller exerce sa mission sous la responsabilité des autorités académiques de son établissement.

§ 4. Les missions de ces conseillers peuvent être exercées par :

1° un membre du personnel enseignant engagé ou désigné à titre temporaire déchargé en tout ou partie de sa fonction enseignante ;

2° un membre du personnel enseignant engagé ou nommé à titre définitif déchargé en tout ou partie de sa fonction enseignante ;

3° un membre du personnel administratif engagé ou désigné à titre temporaire ;

4° un membre du personnel administratif engagé ou nommé à titre définitif ;

5° par un membre du personnel dont l'engagement est régi par les dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

§ 5. Pour les années 2019 et 2020, une subvention est annuellement octroyée aux établissements d'enseignement supérieur organisant la formation initiale des enseignants afin de leur permettre de recruter un nombre de conseillers calculé comme suit :

- un demi ETP est octroyé à chacun de ces établissements ;

- un demi ETP supplémentaire est octroyé aux universités qui organisent des master à finalité didactique ou des cursus conduisant au grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur et aux hautes écoles qui accueillent au moins un cursus menant à au moins deux des grades académiques suivants : bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, bachelier instituteur préscolaire, bachelier instituteur primaire.

§ 6. La subvention octroyée par ETP est calculée en vertu des dispositions visées à l'article 14, alinéas 3 et 4, du décret-programme du 19 juillet 2017 portant diverses mesures relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche, à la culture, aux fonds budgétaires, aux bâtiments scolaires, à la jeunesse.

**Art. 48.** § 1<sup>er</sup>. Un montant de 1,4 million d'euros est alloué à l'ARES en 2018 pour permettre d'accompagner la mise en œuvre de la réforme de la formation initiale des enseignants au cours des trois prochaines années académiques, conformément à l'article 21, 5° et 20°, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études. Cet accompagnement visera à :

1° coordonner le travail des conseillers pour la mise en œuvre de la réforme de la formation initiale des enseignants ;

2° proposer un support théorique, réflexif et logistique aux conseillers pour remplir leurs missions ;

3° soutenir activement la mise en réseau des acteurs concernés en vue de favoriser la diffusion et le partage d'information, de pratiques et d'expériences dans la mise en œuvre de la réforme ;

4° informer la COCOFIE de l'état d'avancement de la mise en œuvre de la réforme ;

5° venir en appui administratif et logistique à la préparation et à l'organisation du test de maîtrise de la langue française prévu à l'article 27 du décret du XXX définissant la formation initiale des enseignants.

#### TITRE IX. — *Dispositions finales*

**Art. 49.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019, sauf les articles 6 et 48, qui produisent leurs effets au 1<sup>er</sup> septembre 2018, les articles 16 et 17, qui entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2019 et les articles 35 et 41 qui entrent en vigueur le jour de leur adoption.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 12 décembre 2018.

Le Ministre-Président et Ministre en charge de l'Egalité des chances et des Droits des femmes,  
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,  
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Recherche et des Médias,  
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,  
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,  
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. FLAHAUT

—  
Note

Session 2018-2019.

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 709-1. – Avis des commissions, n° 709-2 à 709-5- Rapport de commission, n° 709-6. – Texte adopté en séance plénière, n° 709-7

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 12 décembre 2018.

#### ANNEXE 1

<u>Dénomination du Fonds budgétaire</u>	<u>Nature des recettes affectées</u>	<u>Objet des dépenses autorisées</u>
65. Fonds pour la transition numérique	Recettes issues de la mise à disposition, en commun avec l'Etat fédéral et les autres Communautés, de la bande passante nécessaire aux détenteurs de licences d'opérateur de services mobiles à large bande (LTE).	Financer les coûts directs de la transition numérique au niveau de la diffusion de télévision terrestre. Financer l'infrastructure de diffusion de la radio numérique terrestre. Financer la création d'œuvres et de contenus audiovisuels, de contenus multimédias et d'applications numériques sous-jacentes. Financer des infrastructures techniques numériques destinées à produire et diffuser les œuvres et les contenus destinés aux nouvelles plateformes numériques. Financer des formations professionnelles et des contenus éducatifs spécifiques à la FWB liés au numérique. Financer des projets permettant une meilleure accessibilité des publics aux médias. Financer des projets ponctuels assurant la visibilité de la politique de la FWB en matière de transition numérique. Financer la sauvegarde et la valorisation du patrimoine digital audiovisuel et culturel belge francophone.



<u>Dénomination du Fonds budgétaire</u>	<u>Nature des recettes affectées</u>	<u>Objet des dépenses autorisées</u>
73. Fonds budgétaire pour le renforcement et la valorisation de l'enseignement en alternance	Subventions wallonnes à l'alternance – Arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 'dénonçant l'accord de coopération relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance, conclu à Namur, le 18 juin 1998 entre le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon et relatif à l'octroi de subventions aux opérateurs de formation en alternance' et arrêté du Gouvernement de la Communauté française 14 juin 2017 'dénonçant l'accord de coopération relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance, conclu à Namur, le 18 juin 1998 entre le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon et relatif à l'octroi de subventions aux opérateurs de formation en alternance'	- Aide financière à l'IFAPME et aux CEFA. - Financement des périodes-professeur dédiées à l'occupation de personnel participant à l'accompagnement. - Financement des frais de fonctionnement et d'équipement du personnel chargé de l'accompagnement.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/10211]

12 DECEMBER 2018. — **Programmadecreet houdende verschillende maatregelen inzake de regeling van de begroting en van de boekhouding, de begrotingsfondsen, hoger onderwijs en onderzoek, kind, het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie, schoolgebouwen, de financiering van infrastructuur voor de Cité des métiers van Charleroi, de uitvoering van de hervorming van de initiële opleiding van de leerkrachten**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

**TITEL I. — Bepalingen — betreffende de regeling van de begroting en de boekhouding van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.**

**Artikel 1.** In artikel 5, § 1, 1° van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap worden de woorden 'bedoeld bij artikel 4, tweede lid' vervangen door de woorden 'bedoeld bij artikel 4, § 1, tweede lid'.

**Art. 2.** In artikel 7, eerste lid, 2° van hetzelfde decreet worden de woorden 'bedoeld bij artikel 4, tweede lid' vervangen door de woorden 'bedoeld bij artikel 4, § 1, tweede lid'.

**TITEL II. — Bepalingen betreffende de begrotingsfondsen opgenomen in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap**

**Art. 3.** In de tabel die bij het decreet van 27 oktober 1997 houdende de begrotingsfondsen vermeld op de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap is gevoegd, wordt er een punt 73 inzake de oprichting van een begrotingsfonds voor de versterking en opwaardering van alternerend onderwijs ingevoegd, volgens de in bijlage 1 van dit decreet gevoegde tabel.

**Art. 4.** Het punt 65 betreffende het fonds voor de digitale overgang van de bijlage van het decreet van 27 oktober 1997 houdende de begrotingsfondsen vermeld op de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap wordt vervangen volgens bijlage 1 van dit decreet.

**TITEL III. — Bepalingen betreffende het hoger onderwijs en onderzoek**

**HOOFDSTUK I. — Wijziging van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen**

**Art. 5.** In de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen wordt artikel 36bis vervangen door wat volgt:

'Artikel 36bis. - Jaarlijks wordt er aan iedere instelling, zoals bedoeld bij artikel 25, een bijkomende toelage toegekend die gelijk is aan het verschil tussen:

- enerzijds, het theoretische bedrag van de geïndexeerde volledige inschrijvingsgelden, berekend krachtens artikel 39, § 1, eerste lid, artikel 39, § 2, eerste en tweede lid, artikel 39, § 3, eerste lid, artikel 39, § 4, artikel 39, § 5, eerste lid en artikel 39, § 6,

- anderzijds, het werkelijk geïnde bedrag na toepassing van de verminderingen op deze inschrijvingsgelden voor bursalen of minvermogene studenten en voor studenten voor wie, ten gevolge van artikel 39, een afwijking op de indexering geldt.

Enkel de inschrijvingsgelden van de voor financiering in aanmerking komende studenten in de zin van artikel 2, paragraaf 1 en de artikelen 3 tot 6 van het decreet van 11 april 2014 tot aanpassing van de financiering van de instellingen voor hoger onderwijs aan de nieuwe organisatie van de studies worden in aanmerking genomen.

Als provisie wordt één derde van de bijkomende toelagen, zoals bedoeld bij het vorige lid, ten laatste op 31 december aan elke instelling, zoals bepaald bij artikel 25, vereffend op basis van de op 1 december afgesloten inschrijvingen van regelmatige voor financiering in aanmerking komende studenten. Het saldo wordt op 1 juli vereffend op basis van de definitieve inschrijvingen van regelmatige voor financiering in aanmerking komende studenten.

**Art. 6.** § 1. De wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, zoals gewijzigd bij decreet van 11 juli 2018, wordt aangevuld met een artikel 36bis/1 dat als volgt luidt:

'Artikel 36bis/1. Voor het begrotingsjaar 2018 wordt een bedrag van 1,2 miljoen euro toegekend voor het bevorderen van de toegang tot studies voor de activering van bestaande habilitaties, die niet worden vermeld in de lijsten met georganiseerde studieprogramma's die aan ARES worden overgemaakt krachtens artikel 121 van het Landshapsdecreet voor de jaren 2015 tot 2017. Dit biedt de mogelijkheid om vanaf het academiejaar 2018-2019 een universitaire bacheloropleiding te organiseren in een arrondissement waar het tekort aan universiteitsstudenten van de eerste generatie, rekening houdend met de mate van toegang tot het hoger onderwijs en met de bevolkingsdichtheid van het arrondissement, lager is dan het gemiddelde voor het volledige arrondissement in de laatste tien jaar.

Dit bedrag wordt vastgelegd op minstens 2,4 miljoen euro voor 2019 en minstens 3,6 miljoen euro voor 2020. Vanaf 2021 wordt het voor 2020 voorziene bedrag, na indexering, voor 30 % aan het bij artikel 29, § 1 voorziene bedrag en voor 70 % aan het bij artikel 29, § 2 voorziene bedrag toegevoegd.

Binnen de limiet van de bij voorgaande leden voorziene bedragen wordt de toegekende financiering per geactiveerde habilitatie vastgelegd op 400.000 euro per studieblok van 60 studiepunten voor de academiejaren 2018-2019 tot 2020-2021.

De Regering bepaalt de lijst van habilitaties die een subsidiëring genieten, zoals bedoeld bij de voorgaande leden, door uit de habilitaties uit het eerste lid deze te selecteren die worden georganiseerd in het (de) arrondissement(en) waar het tekort aan universiteitsstudenten van de eerste generatie, op basis van de bij het eerste lid gedefinieerde criteria, het hoogst is.

§ 2. Uiterlijk op 31 december 2021 zullen de respectieve universiteiten een evaluatierapport inzake de organisatie van gesubsidieerde habilitaties, meer bepaald met het oog op de doelstelling van het bevorderen van de toegang tot hoger universitair onderwijs, aan de Regering overmaken.

§ 3. Voor het begrotingsjaar 2019 wordt een bedrag van 400.000 euro toegekend voor het bevorderen van de toegang tot studies voor de activering van habilitaties. Dit biedt de mogelijkheid om vanaf het academiejaar 2019-2020 een universitaire bacheloropleiding te organiseren in een arrondissement waar het tekort aan universiteitsstudenten van de eerste generatie, rekening houdend met de mate van toegang tot het hoger onderwijs en met de bevolkingsdichtheid van het arrondissement, lager is dan het gemiddelde voor het volledige arrondissement in de laatste tien jaar.

Dit bedrag wordt vastgelegd op minstens 800.000 euro voor 2020 en minstens 1,2 miljoen euro vanaf 2021. Vanaf 2022 wordt het voor 2021 voorziene bedrag, na indexering, voor 30 % aan het bij artikel 29, § 1 voorziene bedrag en voor 70 % aan het bij artikel 29, § 2 voorziene bedrag toegevoegd.

Binnen de limiet van de bij voorgaande leden voorziene bedragen wordt de toegekende financiering per habilitatie vastgelegd op 400.000 euro per studieblok van 60 studiepunten voor de academiejaren 2019-2020 tot 2021-2022.

De Regering bepaalt de lijst van habilitaties die een subsidiëring genieten, zoals bij de voorgaande leden wordt bedoeld, door uit de habilitaties uit het eerste lid deze te selecteren die worden georganiseerd in het (de) arrondissement(en) waar het tekort aan universiteitsstudenten van de eerste generatie, op basis van de in het eerste lid gedefinieerde criteria, het hoogst is.

§ 4. Uiterlijk op 31 december 2022 zullen de respectieve universiteiten een evaluatierapport inzake de organisatie van gesubsidieerde habilitaties, meer bepaald met het oog op de doelstelling van het bevorderen van de toegang tot hoger universitair onderwijs, aan de Regering overmaken.

§ 5. Studenten die zijn ingeschreven voor de gesubsidieerde studieprogramma's, overeenkomstig dit artikel, worden niet in aanmerking genomen bij de berekening van de vierjaarlijkse gemiddeldes, zoals vermeld bij artikel 29, § 5, in de loop van de subsidiëeringsperiode.'

**HOOFDSTUK II. — Wijziging van het Koninklijk Besluit nr. 542 van 31 maart 1987 houdende de organisatie, de werking en het beheer van de rijksuniversitaire ziekenhuizen van Gent en Luik**

**Art. 7.** Aan artikel 3 van het Koninklijk Besluit nr. 542 van 31 maart 1987 houdende de organisatie, de werking en het beheer van de rijksuniversitaire ziekenhuizen van Gent en Luik wordt er een punt 3° toegevoegd, dat als volgt luidt:

'3° rust- en verzorgingstehuizen, rusthuizen, kinderdagverblijven en instellingen voor huisvesting en opvang.'

**HOOFDSTUK III. — Wijziging van het decreet van 17 juli 2013 betreffende de financiering van het Onderzoek door het Fonds national de la Recherche scientifique**

**Art. 8.** Aan artikel 1 van het decreet van 17 juli 2013 betreffende de financiering van het Onderzoek door het Fonds national de la Recherche scientifique wordt er een laatste lid toegevoegd, dat als volgt luidt: 'Vanaf 2019 wordt een bijkomend bedrag van 6.000.000 euro toegevoegd aan het bedrag dat overeenkomstig de voorgaande leden wordt verkregen. Vanaf 2020 wordt dit bedrag geïndexeerd conform het in het 5e lid voorziene mechanisme.'

**Art. 9.** In artikel 18/9 van hetzelfde decreet wordt het woord 'projectontwikkelaars' vervangen door het woord 'projectontwerpers'.

**HOOFDSTUK IV. — Wijziging van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies**

**Art. 10.** In het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies wordt het vierde lid van artikel 106 geschrapt.

**HOOFDSTUK V. — Wijziging van het decreet van 30 januari 2014 betreffende de financiering van onderzoek in de universiteiten**

**Art. 11.** In artikel 7 van het decreet van 30 januari 2014 betreffende de financiering van onderzoek in de universiteiten worden de woorden '31 december 2018' vervangen door de woorden '31 december 2019'.

**TITEL IV. — Bepalingen betreffende het kind**

**HOOFDSTUK I. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap**

**Art. 12.** In artikel 18 van het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap worden de woorden '31 december 2018' vervangen door de woorden '31 december 2019'.

**Art. 13.** In artikel 19 van hetzelfde decreet worden de woorden 'tot 31 december 2018' vervangen door de woorden 'tot 31 december 2019'.

**TITEL V. — Bepalingen betreffende het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie**

**HOOFDSTUK I. — Wijziging van het Koninklijk Besluit van 15 april 1977 tot vaststelling van de regelen en de voorwaarden voor de berekening van het aantal betrekkingen in sommige ambten van het opvoedend hulppersoneel en van het administratief personeel van de inrichtingen voor secundair onderwijs**

**Art. 14.** In het Koninklijk Besluit van 15 april 1977 tot vaststelling van de regelen en de voorwaarden voor de berekening van het aantal betrekkingen in sommige ambten van het opvoedend hulppersoneel en van het administratief personeel van de inrichtingen voor secundair onderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht aan artikel 3:

1. in § 1, eerste lid, 9° worden de woorden 'of 1 opvoeder' toegevoegd na de woorden '1 opsteller';
2. in § 1, eerste lid, 10° worden de woorden 'of 1 opsteller' toegevoegd na de woorden '1 opvoeder';
3. in § 1 worden de volgende leden toegevoegd na het eerste lid:

'Binnen de schijf van 540 tot 682 leerlingen kan een halve betrekking van opvoeder worden gecreëerd of gesubsidieerd zodra de norm van 611 leerlingen is bereikt. Deze halve betrekking wordt omgezet naar een betrekking zodra de norm van 682 leerlingen is bereikt.

Binnen de schijf van 682 tot 836 leerlingen kan een halve betrekking van opsteller of opvoeder worden gecreëerd of gesubsidieerd zodra de norm van 759 leerlingen is bereikt. Deze halve betrekking wordt omgezet naar een betrekking zodra de norm van 836 leerlingen is bereikt.

De keuze voor een opvoeder bij 836 leerlingen impliceert dat er bij 1012 leerlingen een opsteller wordt aangeworven, en vice versa. '

4. in § 2, tweede lid, 9° worden de woorden 'of 1 opvoeder' toegevoegd na de woorden '1 opsteller';
5. in § 2, tweede lid, 10° worden de woorden 'of 1 opsteller' toegevoegd na de woorden '1 opvoeder';
6. in § 2 worden de volgende leden toegevoegd na het derde lid:

'Binnen de schijf van 540 tot 682 leerlingen kan een halve betrekking van opvoeder worden gecreëerd of gesubsidieerd zodra de norm van 611 leerlingen is bereikt. Deze halve betrekking wordt omgezet naar een betrekking zodra de norm van 682 leerlingen is bereikt.

Binnen de schijf van 682 tot 836 leerlingen kan een halve betrekking van opsteller of opvoeder worden gecreëerd of gesubsidieerd zodra de norm van 759 leerlingen is bereikt. Deze halve betrekking wordt omgezet naar een betrekking zodra de norm van 836 leerlingen is bereikt.

De keuze voor een opvoeder bij 836 leerlingen impliceert dat er bij 1012 leerlingen een opsteller wordt aangeworven, en vice versa.'

**HOOFDSTUK II. — Wijziging van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet universitair onderwijs ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap**

**Art. 15.** De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 5 van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet universitair onderwijs ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap:

1. paragraaf 2, eerste lid wordt aangevuld met een punt 16°, dat als volgt luidt: '16° in 2019 de overdracht van de voorziene middelen naar basisallocatie 01.02.35 van OA 11, voor een bedrag van 13.713.000 euro, bedoeld voor de dagelijkse onderhoudsprestaties in de instellingen, internaten en psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap';

2. in paragraaf 4, 1°, a) worden de woorden 'van de eigenaar' geschrapt;

3. paragraaf 4 wordt aangevuld met een punt 4°, dat als volgt luidt: '4° als de financiële situatie van de instellingen, internaten en psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap verhindert dat ze alleen de in § 2, eerste lid, 16° vermelde opdrachten uitvoeren, een financiële tegemoetkoming van het in § 2, eerste lid, 16° voorziene budget.'

**HOOFDSTUK III. — Wijziging van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan**

**Art. 16.** In het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan wordt een artikel 16sexties toegevoegd, dat als volgt luidt:

'Artikel 16sexties. Twee lestijden-leraar worden toegekend aan de instellingen die, op 1 oktober, tussen tien en twintig leerlingen opnemen aan wie de Minister van Sport een statuut heeft toegekend, en die lestijden door sporttraining vervangen, zoals bedoeld bij artikel 1, § 3, 2° van het Koninklijk Besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs.

Bovendien worden twee bijkomende lestijden-leraar toegewezen per begonnen schijf van 20 leerlingen met statuut, in overeenstemming met de in het eerste lid vermelde voorwaarde.

Deze lestijden zijn bestemd voor de begeleiding van leerlingen met statuut door een personeelslid.'

**Art. 17.** In artikel 20, § 4, eerste lid van hetzelfde decreet wordt het woord '16sexties' toegevoegd tussen het woord '16bis' en het woord '21'.

**HOOFDSTUK IV. — Wijziging van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving**

**Art. 18.** In de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving wordt er aan artikel 3 een punt § 3quater toegevoegd, dat als volgt luidt:

'§ 3quater. In aanvulling op de toelagen, zoals bedoeld bij § 3, wordt er naar aanleiding van de opening van een instelling voor buitengewoon onderwijs, een instelling voor gewoon secundair onderwijs of een instelling of vestiging voor gewoon kleuteronderwijs, lager onderwijs of basisonderwijs een eenmalige premie toegekend voor de werkskosten van de respectieve instelling/vestiging.

De toekenning van deze premie voor gewoon onderwijs is afhankelijk van het feit of de respectieve instelling is gelegen in een zone met een demografische spanning in de zin van artikel 6, § 2, tweede lid van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan en van artikel 2bis, tweede lid van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving.

Deze premie kan worden aangevraagd bij de diensten van de Regering zodra de Regering zich heeft uitgesproken over de oprichting van de school en ten laatste vóór 1 oktober van het openingsjaar.

Het bedrag van deze premie wordt vastgelegd op basis van het aantal door de instelling open verklaarde plaatsen op de eerste schooldag, vermenigvuldigd met de forfaitaire toelage per leerling. De Regering stelt het model vast via hetwelk de instelling deze verklaring overmaakt.

De diensten van de Regering zijn gemachtigd om de gegrondheid van het aantal open verklaarde plaatsen te verifiëren in het licht van de werkelijke capaciteit van de voorziene infrastructuur. In geval van discrepantie kan de Regering het bedrag van de premie aanpassen aan de werkelijke capaciteit.'

**Art. 19.** In artikel 27 van dezelfde wet wordt tussen het eerste en tweede lid een nieuw lid toegevoegd:

'De weddetoelage van het bestuurspersoneel van een school die het volgende schooljaar in de toelageregeling is opgenomen, kan in geval van gewoon secundair onderwijs vanaf 1 januari van het jaar daarvoor en in geval van gewoon kleuteronderwijs, lager onderwijs of basisonderwijs en in geval van buitengewoon onderwijs vanaf 1 april van het jaar daarvoor worden toegekend. Vanaf deze datum wordt een lid van het bestuurspersoneel beschouwd als zijnde in actieve dienst. De maanden die voorafgaan aan de eerste schooldag worden echter niet in aanmerking genomen voor de duur van de proeftijd van de directeur.'

**Art. 20.** Aan artikel 32 van dezelfde wet wordt er een punt § 7 toegevoegd, dat als volgt luidt:

'§ 7. In aanvulling op de werkingstoelagen, zoals bedoeld bij § 1, wordt er naar aanleiding van de opening van een instelling voor buitengewoon onderwijs, een instelling voor gewoon secundair onderwijs of een instelling of vestiging voor gewoon kleuteronderwijs, lager onderwijs of basisonderwijs een eenmalige premie toegekend voor de werkingskosten van de respectieve instelling/vestiging.

De toekenning van deze premie voor gewoon onderwijs is afhankelijk van het feit of de respectieve instelling is gelegen in een zone met een demografische spanning in de zin van artikel 6, § 2, tweede lid van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan en van artikel 2*bis*, tweede lid van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving.

Deze premie kan worden aangevraagd bij de diensten van de Regering zodra de Regering zich heeft uitgesproken over de toelating van de school tot toelagen en ten laatste vóór 1 oktober van het openingsjaar.

Het bedrag van deze premie wordt vastgelegd op basis van het aantal door de inrichtende macht open verklaarde plaatsen op de eerste schooldag, vermenigvuldigd met de forfaitaire werkingstoelage per leerling. De Regering stelt het model vast via hetwelk de inrichtende macht deze verklaring overmaakt.

De diensten van de Regering zijn gemachtigd om de gegrondheid van het aantal open verklaarde plaatsen te verifiëren in het licht van de werkelijke capaciteit van de voorziene infrastructuur. In geval van discrepantie kan de Regering het bedrag van de premie aanpassen aan de werkelijke capaciteit.'

**HOOFDSTUK V. — Wijziging van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen.**

**Art. 21.** In artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. tussen het eerste en tweede lid wordt een nieuw lid toegevoegd, dat als volgt luidt:

'De wedde van het bestuurspersoneel van een school waarvan de Regering de opening in het volgende schooljaar heeft goedgekeurd, wordt in geval van gewoon secundair onderwijs vanaf 1 januari van het jaar daarvoor en in geval van gewoon kleuteronderwijs, lager onderwijs of basisonderwijs en in geval van buitengewoon onderwijs vanaf 1 april van het jaar daarvoor toegekend. Vanaf deze datum wordt een lid van het bestuurspersoneel beschouwd als zijnde in actieve dienst. De maanden die voorafgaan aan de eerste schooldag worden echter niet in aanmerking genomen voor de duur van de proeftijd van de directeur.';

2. in het tweede lid, dat nu het derde lid wordt, wordt het woord 'Hij' vervangen door de woorden 'Het lid van het bestuurspersoneel in actieve dienst'.

**HOOFDSTUK VI. — Bepalingen betreffende het aanwerven van preventieadviseurs in onderwijsinrichtingen**

*Afdeling I. — Toepassingsgebied en mechanisme*

**Art. 22.** Dit hoofdstuk is van toepassing op het gewoon en gespecialiseerd kleuter-, lager en middelbaar onderwijs, op de psycho-medisch-sociale centra en op het onderwijs voor sociale promotie die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd.

**Art. 23.** Onverminderd de mogelijkheid om de opdracht van preventieadviseur uit te voeren door middel van lestijden-leraar of lestijdenpakket heeft dit hoofdstuk betrekking op het toekennen van financiële middelen aan inrichtende machten, binnen het gesubsidieerde onderwijs, en aan onderwijszones, binnen het georganiseerde onderwijs, voor de financiering van preventieadviseurs.

Om rechtsgeldig te worden aangeworven, moet de kandidaat zich houden aan het kader van de uitoefening van de functie van preventieadviseur, zoals vastgelegd in de Codex over het welzijn op het werk van 28 april 2017.

Als de opdracht van preventieadviseur door middel van lestijden-leraar of lestijdenpakket wordt uitgeoefend, heeft de inrichtende macht of het hoofd van de instelling de toestemming om het toegekende bedrag te gebruiken voor werkzaamheden of renovaties die de veiligheid, de gezondheid en de hygiëne van de schoolgebouwen ten goede komen of voor de financiering van een gevolmachtigde voor gegevensbescherming in het kader van de algemene verordening gegevensbescherming die op 27 april 2016 door het Europees Parlement werd aangenomen.

Dit bedrag wordt in twee schijven betaald, tegelijkertijd met de verrekening van het voorschot en het saldo van de subsidies of werkingstoelagen.

De Regering kan de inrichtende macht die dat wenst, toestemming geven om de bij artikel 23 vermelde bijkomende middelen om te zetten naar een lestijdenpakket of lestijden-leraar. Deze lestijden mogen uitsluitend worden gebruikt voor de functie van preventieadviseur of voor de functie van gevolmachtigde voor gegevensbescherming. De Regering bepaalt de praktische modaliteiten van deze procedure. ’

**Art. 24.** De Regering kent aan elke zone, voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, en aan elke inrichtende macht, voor het gesubsidieerde onderwijs, een financiering toe voor de uitoefening van het mandaat van preventieadviseur in overeenstemming met de volgende modaliteiten:

1. in het gewoon kleuter-, lager of basisonderwijs 2.148 euro per begonnen schijf van 350 leerlingen, berekend op basis van het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen op 15 januari van het voorgaande schooljaar in alle scholen van eenzelfde zone of van eenzelfde inrichtende macht;

2. in het buitengewoon onderwijs 2.148 euro per instelling;

3. in het gewoon secundair onderwijs:

a) 2.148 euro per begonnen schijf van 400 ingeschreven leerlingen in alle jaren of jaargroepen, zoals bedoeld bij artikel 7, vijfde lid, 1°, 2°, 3°, 4°, 7°, 10°, 11°, 12° en 15°, en bij artikel 13, tweede lid, 1°, 4° en 6° van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan;

b) 2.148 euro per begonnen schijf van 300 ingeschreven leerlingen in alle jaren of jaargroepen, zoals bedoeld bij artikel 7, vijfde lid, 5°, 6°, 8°, 9°, 13°, 14°, 16°, 17° en 19°, en bij artikel 13, tweede lid, 2°, 3° en 5° van voornoemd decreet van 29 juli 1992;

c) 2.148 euro extra per begonnen schijf van 300 ingeschreven leerlingen in alle jaren of jaargroepen, zoals bedoeld bij punt b) op wie de bij artikel 21*quinquies*, § 2 van voornoemd decreet van 29 juli 1992 voorziene coëfficiënt wordt toegepast, vooraleer deze worden opgeteld;

4. in het onderwijs voor sociale promotie:

a) 2.982,40 euro per begonnen schijf van 150.000 lestijden-leerlingen voor een inrichting, georganiseerd in één vestigingsplaats;

b) 2.982,40 euro per begonnen schijf van 147.000 lestijden-leerlingen voor een inrichting, georganiseerd in twee vestigingsplaatsen;

c) 2.982,40 euro per begonnen schijf van 144.000 lestijden-leerlingen voor een inrichting, georganiseerd in drie vestigingsplaatsen;

d) 2.982,40 euro per begonnen schijf van 140.000 lestijden-leerlingen voor een inrichting, georganiseerd in vier of meer vestigingsplaatsen;

5. voor de psycho-medisch-sociale centra, 2.148 euro per centrum, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Voor genoemde bedragen worden jaarlijks geïndexeerd door ze te vermenigvuldigen met de meest recente schatting van de gemiddelde kost van een benoemde leerkracht met tien jaar anciënniteit, gedeeld door de gemiddelde kost in het voorgaande jaar van een benoemde leerkracht met tien jaar anciënniteit.

**Art. 25.** De bij artikel 23 bedoelde bedragen, die binnen een zone of inrichtende macht worden gegenereerd, kunnen worden samengevoegd in het kader van de aanwerving van een personeelslid van een van deze onderwijsniveaus of van een PMS-centrum binnen een van de respectieve inrichtende machten waaronder de middelen worden verdeeld, voor de uitoefening van de functie van preventieadviseur.

In dit geval stellen de partijen een overeenkomst op waarin de verdeling van de financiële middelen wordt concreetiseerd. De coördinatie van de taken van de persoon die wordt aangesteld om de functie van preventieadviseur te vervullen, wordt uitgevoerd door een van de hoofden van de instelling of door een van de inrichtende machten.

De verdeling en de coördinatie, zoals bedoeld bij het eerste en tweede lid, kunnen worden georganiseerd in een beheerscentrum, zoals bedoeld bij het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs of in het kader van een erkende werkgeversgroepering, zoals voorzien bij de wet van 12 augustus 2000, gewijzigd bij wet van 25 april 2014.

**Art. 26.** De modaliteiten inzake het gebruik van de bij artikel 23 bedoelde financiële middelen, inclusief de benoeming van preventieadviseurs, worden vastgelegd in overeenstemming met de bepalingen uit titels I, II en III van boek II van de Codex over het welzijn op het werk van 28 april 2017.

#### *Afdeling II. — Opheffingsbepalingen*

**Art. 27.** In het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving wordt artikel 31*ter* opgeheven.

**Art. 28.** In artikel 33, § 4 van hetzelfde decreet worden de woorden ‘de lestijden die gecreëerd worden overeenkomstig artikel 31*ter*’ geschrapt.

**Art. 29.** In het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs worden de artikelen 39*bis* en 91*bis* opgeheven.

**Art. 30.** In het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan wordt artikel 16*bis* opgeheven.

**Art. 31.** In hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aan artikel 20, § 4 aangebracht:

1. in het eerste lid wordt het woord ‘16*bis*’ geschrapt;

2. het derde lid wordt geschrapt.

**Art. 32.** In het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie wordt artikel 91*bis* opgeheven.

**Art. 33.** In de wet van 1 april 1960 betreffende de psycho-medisch-sociale centra wordt artikel 4*bis* opgeheven.

**Art. 34.** Het decreet van 26 maart 2009 tot toekenning van bijkomende middelen aan onderwijsinrichtingen voor de preventieadviseur wordt opgeheven.

**TITEL VI. — Bepalingen betreffende de schoolgebouwen**

**HOOFDSTUK I. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet universitair onderwijs, ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap**

**Art. 35.** De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 5 van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet universitair onderwijs, ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap:

1. het tweede lid van paragraaf 2 wordt zonder wijzigingen verplaatst naar paragraaf 2, 12°, waar het het tweede lid wordt;

2. in paragraaf 2, 14° worden de woorden 'de nieuwe overheidsopdracht' vervangen door de woorden 'de overheidsopdrachten';

3. in paragraaf 2, 14° wordt tussen de woorden 'de gegroepeerde aankoop van energie' en de woorden 'zoals bepaald in artikel 3, § 3bis, vierde lid' de woorden 'en energiebesparingsprojecten' toegevoegd;

4. in paragraaf 2 worden de punten 17°, 18° en 19° toegevoegd, die als volgt luiden:

17° de overdracht van middelen die afkomstig zijn van opgenomen bedragen op de thesauriereserves van onderwijsinrichtingen overeenkomstig de bepalingen van artikel 3, § 3, tweede lid van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zoals vervangen bij artikel 26 van het programmadecreet van 20 december 2017;

18° in 2018 een bedrag van € 4.500.000 van de BA 61.01.32 (dotatie voor de diensten met afzonderlijk beheer - Fondsen voor de schoolgebouwen van de Fédération Wallonie Bruxelles - sportproject Scheut) van de OA 15 voor een gezamenlijk sport/schoolproject in de Léopold de Swaefstraat in Anderlecht, sportinfrastructuren die worden beheerd door de Administration de l'Éducation Physique et des Sports;

19° in 2020 zal het Fonds voor de schoolgebouwen van het Franse Gemeenschapsonderwijs beschikken over een bedrag van 5.000.000 euro om de NV Koninklijk Conservatorium Brussel te subsidiëren voor de uitvoering van renovaties aan het Koninklijk Conservatorium Brussel. ';

5. in paragraaf 4, 1°, g) worden de woorden 'de overheidsopdracht' vervangen door de woorden 'de overheidsopdrachten';

6. in paragraaf 4, 1°, g) worden na de woorden 'de gegroepeerde aankoop van energie' de woorden 'en energiebesparingsprojecten' toegevoegd;

7. in paragraaf 4, 1°, i) wordt het cijfer '6' vervangen door het cijfer '7,4';

8. in paragraaf 4, 1° worden de punten j), k) en l) toegevoegd, die als volgt luiden:

j) zorgen voor de betaling van de facturen voor de investeringswerkzaamheden die in het begin werden gefinancierd door de thesauriereserves van onderwijsinrichtingen, zoals bedoeld bij § 2, 17°;

k) zorgen voor de betaling van facturen in het kader van het gezamenlijke sport/schoolproject, zoals bedoeld bij artikel 5, § 2, 18°;

l) in 2018 zorgen voor de storting door het Fonds voor de schoolgebouwen van het Franse Gemeenschapsonderwijs van een bedrag van 5.000.000 euro aan de NV Koninklijk Conservatorium Brussel voor de renovatie van het Koninklijk Conservatorium Brussel. '

**Art. 36.** Aan artikel 7, paragraaf 2 van hetzelfde decreet wordt er een punt 8° en 9° toegevoegd, die als volgt luiden:

8° in 2018 de overdracht van het saldo van € 860.589 van de uitzonderlijke dotatie 2016, zoals bedoeld bij punt 6° van dezelfde paragraaf, naar de uitzonderlijke dotatie 2017;

9° in 2018 de overdracht van het saldo van € 1.967.708 van de uitzonderlijke dotatie fase 3, zoals bedoeld bij punt 4° van dezelfde paragraaf, naar de uitzonderlijke dotatie 2017. '

**Art. 37.** In artikel 7, § 4, 1° van hetzelfde decreet worden tussen de woorden 'de aankoop en de bouw' en de woorden 'de moderniserings-' de woorden 'de betaling van de eenmalige erfpachtcanon' toegevoegd.

**Art. 38.** Aan artikel 9, paragraaf 2 van hetzelfde decreet wordt er een punt 7° en 8° toegevoegd, die als volgt luiden:

7° in 2018 de overdracht van het saldo van € 989.795 van de uitzonderlijke dotatie 2016, zoals bedoeld bij punt 5° van dezelfde paragraaf, naar de uitzonderlijke dotatie 2017;

8° in 2018 de overdracht van het saldo van € 1.752.028 van de uitzonderlijke dotatie fase 3, zoals bedoeld bij punt 4° van dezelfde paragraaf, naar de uitzonderlijke dotatie 2017. '

**Art. 39.** In artikel 9, § 4, 1° worden de woorden 'de financiering van de aankoop, de bouw, geschiktmakings-, moderniserings- en uitbreidingswerken, alsook de eerste uitrusting van gebouwen, bestemd voor de gesubsidieerde onderwijsinrichtingen, psycho-medisch-sociale centra of internaten' vervangen door het volgende:

a) van de aankoop (inclusief de betaling van de eenmalige erfpachtcanon), de bouw, geschiktmakings-, moderniserings- en uitbreidingswerken, alsook de eerste uitrusting van gebouwen;

b) van de aankoop (inclusief de betaling van de eenmalige erfpachtcanon) van gronden,

bestemd voor de gesubsidieerde onderwijsinrichtingen, psycho-medisch-sociale centra of internaten. '

**Art. 40.** Artikel 9, § 6 wordt geschrapt.

**Art. 41.** Aan artikel 13bis, paragraaf 2 van hetzelfde decreet wordt er een punt 4° en 5° toegevoegd, die als volgt luiden:

4° in 2018 wordt de overdracht van € 2.570.624 van de BA 01.08.01, bestemd voor de oprichting van plaatsen in de schoolgebouwen van het leerplichtonderwijs, toegekend aan de netwerkbudgetten in functie van de volgende verdelingen:

- € 988.019 voor het vrije gesubsidieerde net;

- € 1.019.895 voor het officiële gesubsidieerde net;

- € 562.710 voor de Fédération Wallonie-Bruxelles,

5° in 2018 de overdracht van het saldo fase 3 van het noodplan voor een bedrag van € 213.733, dat voor een bedrag van € 128.902 afkomstig is van het budget van het vrije gesubsidieerde net en voor een bedrag van € 84.831 van het budget van het officiële gesubsidieerde net. '.

**TITEL VII. — Bepalingen betreffende de financiering van infrastructuren voor de Cité des métiers van Charleroi**

**Art. 42.** Het Fonds voor de schoolgebouwen van het Franse Gemeenschapsonderwijs beschikt over een bedrag van 2.432.450 euro, waarvan:

1. 1.776.000 euro ten laste valt van de uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2014;
2. 656.450 euro ten laste valt van het Waarborgfonds.

Het bij het eerste lid, 1° bedoelde bedrag is, voor een maximaal bedrag van 1.776.000 euro, bestemd voor de honoraria van de architectuurstudies van de gezamenlijke opdracht betreffende het ontwerp en de uitvoering van de verbouwingswerkzaamheden van de infrastructuur voor de Cité des Métiers van Charleroi.

Het bij het eerste lid, 2° bedoelde bedrag is, voor een maximaal bedrag van 656.450 euro, bestemd voor een deel van de kosten ten laste van de partijen in het kader van de gezamenlijke opdracht betreffende het ontwerp en de uitvoering van de verbouwingswerkzaamheden van de infrastructuur voor de Cité des Métiers van Charleroi.

**Art. 43.** Het Fonds voor de schoolgebouwen van het officiële gesubsidieerde onderwijs beschikt voor het begrotingsjaar 2020 over een bedrag van 13.111.800 euro, waarvan:

1. 9.574.000 euro ten laste valt van de uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap;
2. 3.537.800 euro ten laste valt van het Waarborgfonds.

De bij het eerste lid bedoelde bedragen dienen als toelage voor de provincie Henegouwen, voor een maximaal bedrag van 13.111.800 euro, om een deel van de kosten ten laste van de partijen te dekken in het kader van de gezamenlijke opdracht betreffende het ontwerp en de uitvoering van de verbouwingswerkzaamheden van de infrastructuur voor de Cité des Métiers van Charleroi.

**Art. 44. § 1.** Het Waarborgfonds voor de schoolgebouwen beschikt over een bedrag van 14.360.000 dat ten laste valt van de uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2020.

§ 2. De Regering is gemachtigd om, ten laste van het Waarborgfonds:

1. toelagen toe te kennen aan de provincie Henegouwen, voor een maximaal bedrag van 8.739.900 euro;
2. toelagen toe te kennen aan de asbl Collège technique des Aumôniers du Travail de Charleroi, voor een maximaal bedrag van 10.925.850 euro.

De bij het eerste lid bedoelde toelagen dienen om een deel van de kosten ten laste van de partijen te dekken in het kader van de gezamenlijke opdracht betreffende het ontwerp en de uitvoering van de verbouwingswerkzaamheden van de infrastructuur voor de Cité des Métiers van Charleroi.

**Art. 45.** De bepalingen van het decreet van 5 februari 1990 zijn niet van toepassing op de in dit hoofdstuk voorziene tegemoetkomingen.

De modaliteiten inzake het toekennen en motiveren van de toelagen, zoals bedoeld bij artikelen 42 tot 44 worden verduidelijkt in de samenvoegingsovereenkomst en de beslissingen inzake het toekennen van voornoemde toelagen.

De begrotingsoverdrachten, zoals bedoeld bij artikelen 42, onder 2° en 43, onder 2°, alsook de bij artikel 44, § 2 bedoelde toelagen vereisen niet het akkoord van de raad van bestuur van het Waarborgfonds.

**Art. 46.** De volgende wijzigingen worden aangebracht in artikel 5 van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet universitair onderwijs ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap:

1. in paragraaf 2, eerste lid wordt punt 5°, dat bij decreet van 17 december 2014 werd toegevoegd, opgeheven;
2. in paragraaf 4 worden punt 3° van het eerste lid, alsook het tweede lid, die bij decreet van 17 december 2014 werden toegevoegd, opgeheven.

**TITEL VIII. — Bepalingen betreffende de uitvoering van de hervorming van de initiële opleiding van de leerkrachten**

**Art. 47. § 1.** Voor de jaren 2019 en 2020 worden er binnen de inrichtingen voor hoger onderwijs die de initiële opleiding van leerkrachten organiseren, 'adviseurs aangesteld voor de uitvoering van de hervorming van de initiële opleiding'. De opdracht van een adviseur kan in halve werktijden worden opgesplitst.

§ 2. Het is de opdracht van deze adviseurs om de inrichtingen te begeleiden bij de uitvoering van de hervorming van de initiële opleiding van de leerkrachten.

§ 3. Elke adviseur oefent zijn opdrachten uit onder de verantwoordelijkheid van de academische autoriteiten van de respectieve inrichting.

§ 4. De opdrachten van deze adviseurs kunnen worden uitgevoerd door:

1. een lid van het onderwijzend personeel dat tijdelijk wordt aangeworven of aangesteld en dat geheel of gedeeltelijk van zijn ambt van leerkracht wordt ontlast;
2. een lid van het onderwijzend personeel dat in vast verband wordt aangeworven of benoemd en dat geheel of gedeeltelijk van zijn ambt van leerkracht wordt ontlast;
3. een lid van het administratief personeel dat tijdelijk wordt aangeworven of aangesteld;
4. een lid van het administratief personeel dat in vast verband wordt aangeworven of benoemd;
5. een personeelslid waarvan de aanwerving wordt geregeld door de bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

§ 5. Voor de jaren 2019 en 2020 wordt er jaarlijks een toelage toegekend aan de inrichtingen voor hoger onderwijs die de initiële opleiding van leerkrachten organiseren om zodoende een aantal adviseurs aan te werven. Dit aantal wordt als volgt berekend:

- aan elk van deze inrichtingen wordt een halve voltijdse equivalent toegekend;
- een bijkomende halve voltijdse equivalent wordt toegekend aan de universiteiten die opleidingen tot master met didactische finaliteit organiseren of lessen die leiden tot de graad van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs en aan de hogescholen die minstens één studieprogramma organiseren dat leidt tot minstens twee van de volgende academische graden: bachelor van het lager secundair onderwijs, bachelor van onderwijzer lager onderwijs.

§ 6. De toegekende toelage per voltijdse equivalent wordt berekend krachtens de bepalingen uit artikel 14, derde en vierde lid van het programmadecreet van 19 juli 2017 houdende verschillende maatregelen inzake hoger onderwijs en onderzoek, cultuur, begrotingsfondsen, schoolgebouwen, de jeugd.

**Art. 48.** § 1. In 2018 wordt een bedrag van 1,4 miljoen euro aan ARES toegekend met het oog op het begeleiden van de uitvoering van de hervorming van de initiële opleiding van de leerkrachten in de loop van de drie volgende academiejaren, in overeenstemming met artikel 21, 5° en 20° van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies. Deze begeleiding houdt in:

1. de coördinatie van het werk van de adviseurs inzake de uitvoering van de hervorming van de initiële opleiding van de leerkrachten;
2. het bieden van theoretische, reflexieve en logistieke steun aan de adviseurs bij het uitvoeren van hun opdrachten;
3. het actief uitbouwen van een netwerk van betrokken actoren met het oog op het optimaal verspreiden en delen van informatie, praktijken en ervaringen bij de uitvoering van de hervorming;
4. de Franse Gemeenschapscommissie op de hoogte stellen van de voortgang van de uitvoering van de hervorming;
5. het bieden van administratieve en logistieke ondersteuning bij de voorbereiding en de organisatie van een kennistest van het Frans, zoals bedoeld bij artikel 27 van het decreet van XXX tot bepaling van de initiële opleiding van de leerkrachten.

#### TITEL IX. — Slotbepalingen

**Art. 49.** Dit decreet wordt van kracht op 1 januari 2019, met uitzondering van de artikelen 6 en 48 die op 1 september 2018 uitwerking hebben en de artikelen 16 en 17 die op 1 september 2019 van kracht worden en de artikelen 35 en 41 die van kracht worden de dag waarop ze aangenomen worden.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 12 december 2018.

De Minister-President, bevoegd voor Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
R. DEMOTTE

De Vicepresident en Minister van Cultuur en Kind,  
A. GREOLI

De Vicepresident en Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Onderzoek en Media,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,  
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,  
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,  
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
A. FLAHAUT

Nota

Zitting 2018-2019.

Stukken van het Parlement. Ontwerp van decreet nr. 709-1. –Verslag van de commissies, nr. 709-2 tot 709-5. – Commissieverslag, nr. 709-6. –Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 709-7

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. Vergadering van 12 december 2018.